



CAPL C DU 17/06/2019

DECLARATION LIMINAIRE DES ELUS CGT

Les Finances publiques brûlent-elles ?

Qui a intérêt à liquider nos services, nos missions, nos savoir-faire, nos droits et garanties ?

Les cartes départementales des projets du « nouveau réseau » viennent d'être validées et présentées par les directeurs locaux.

La feuille de route du nouveau Directeur général est claire. Jérôme Fournel, fossoyeur professionnel après s'être fait les dents sur nos collègues douaniers a une nouvelle mission : enterrer la DGFIP et liquider un maximum d'agents.

Le but recherché, tout le monde l'aura compris, c'est d'être à la DGFIP le principal pourvoyeur des suppressions d'emplois dans la fonction publique. Il faut en trouver 50 000 à supprimer pour l'Etat. C'est la promesse du président des riches faite aux riches.

Le timing et la méthode ne doivent rien au hasard. Cela se veut cinglant, cela se veut définitif, cela se veut sans retour.

Il y a des bâtisseurs, il y a aussi forcément des liquidateurs, des casseurs au service d'une politique générale de remise en cause de l'Etat social au profit des puissants, des nantis, des amis du pouvoir. □ C'est le coeur de la politique fiscale menée depuis des années par les pouvoirs successifs et c'est aussi la raison du projet de démantèlement de la DGFIP.

Dans une concurrence libre et non faussée, il faut en finir avec une administration redistributrice pour faire jouer à plein la concurrence entre territoires, entre gestionnaires « à venir » de l'argent public.

Derrière la géographie revisitée, il y a l'objectif final d'en finir avec le contrôle public de l'argent public, il y a la refonte de la fiscalité pour permettre au fameux ruissellement de devenir une cataracte de profit pour les privilégiés.

On peut aussi comprendre qu'ils ne nous aiment pas. Songeons que vingt-et-un membres du gouvernement sur 35 ont eu droit à un redressement fiscal en 2018.

C'est ce qu'indique le rapport de la Haute autorité pour la transparence de la vie politique (HATVP). Et pas des petits redressements : 10.788 euros de moyenne pour les rappels, presque 12.000 euros pour les pénalités, de retard ou autre.

Quand les directeurs de services seront des contractuels, classe affaire en aller/retour avec des banques d'affaire ou des sociétés de conseil, quand le statut sera à ce point fragilisé, c'est certain qu'il sera plus confortable d'être l'agent du gouvernement pour quelques-uns au détriment des fonctionnaires régis sous statut que nous sommes. Des Benalla aux manettes vous feront de l'ombre, mais vous c'est vrai, vous ne serez plus là.

La CGT vous le redit : il y a des bâtisseurs, il y a des casseurs et ceux qui cassent avec eux. Darmanin, Fournel n'ont peut-être pas peur des ruines : nous non plus.

Darmanin veut empêcher tout retour, non pas en arrière, nous ne sommes pas passésistes.

Il veut liquider les infrastructures pour effacer du paysage l'idée même qu'il est possible qu'une administration d'Etat soit au service des citoyens, dans la proximité et la pleine compétence.

Les éléments de langage qui vous sont donnés ont fait long feu : numérisation, dématérialisation, accessibilité, points de contact, géographie revisitée, bâtir un nouveau réseau...

A propos, le point de contact, pour la CGT ce sera la lutte. *

Il y a désormais, pour tous les agents des Finances publiques, un avant et un après la « géographie revisitée ».

La Direction Générale a décidé de publier en même temps les cartes de la liquidation de tous les départements, à grand renfort de communication en fin de campagne IR et après la clôture des demandes de mutations locales.

A notre demande lors de la réunion de présentation de la casse de nos services, le directeur a refusé catégoriquement de permettre aux agents de modifier leur demande.

Ce mépris affiché et assumé à l'encontre des agents nous donne l'ambiance dans laquelle notre Directeur tient à mener sa réforme.

Visiblement vous ne la subissez pas, vous en êtes un acteur majeur.

Voilà pourquoi Darmanin et Parent ont tant fait pour imposer l'affectation au département, dite en local « tout emploi ».

La CGT a été lucide et a aussitôt expliqué qu'il s'agissait là de faire sauter le verrou des affectations à la RAN pour permettre les restructurations et la mobilité forcée. Vous avez même recensé la domiciliation de tous les agents de la Drfip 13.

Vous avez même anticipé les départs en retraite : d'ailleurs nous exigeons d'avoir connaissance de ces éléments. Vous refusez de communiquer le volume pluri-annuel des suppressions d'emplois pour le département. Nous exigeons d'en avoir connaissance.

C'est vrai que cela fera tache sur votre « bâtir un nouveau réseau », car il est évident que ces deux facteurs seront déterminants pour industrialiser les tâches.

Le terme industrialiser n'est pas une vue de l'esprit de la CGT, c'est dans les éléments de motivation de cette contre-réforme.

Car là aussi, nous allons expliquer aux agents que derrière l'industrialisation, il y a ce nouveau taylorisme que vous appelez « pôle », où chacun, s'il choisit de changer de métier pour ne pas se retrouver à Pétaouchnok, doit savoir que des qualifs et du savoir-faire il n'en sera plus question.

Ce sera du travail à la chaîne avec des indicateurs d'efficacité, de qualité et de l'abattage pour justifier sa prime au mérite.

Depuis janvier et la divulgation de la note de la DG « bâtir un nouveau réseau » nous savions dans le détail à quoi nous attendre. Notre Direction a bien répondu à la commande.

Les annonces du 7 juin avaient pour but de frapper les esprits : un bombardement éclair et massif pour susciter l'effroi et la sidération chez tous les agents.

Vous êtes ici, Monsieur le Directeur, en terre de résistance sociale.

Comme nous ne négocierons jamais la régression sociale, nous la combattons.

Les militantes et militants CGT appartiennent à une confédération, et dans les Bouches-du-Rhône, nous saurons organiser, dans l'unité, les agents de la Drfip 13.

Concernant cette CAPL, nous voulons vous dire que si vous avez liquidé le service RH de la Drfip 13, vous avez au moins eu raison, raison de compter sur le professionnalisme et l'investissement des agents encore présents.

Nous le disons dans nos propos liminaires, car nous sommes fatigués.

A chaque fois que nous faisons remonter un dysfonctionnement, ici en capl ou dans d'autres instances, vous tentez systématiquement de pousser des cris d'orfraie en alléguant que nos critiques se font contre nos collègues.

Non, nos critiques vont à l'administration, jamais à l'agent. Et merci d'assumer vos responsabilités plutôt que de vouloir les diluer dans la condescendance.

Cette mise au point faite, déclinée en local, cette préfiguration des règles de mutation montre une impréparation flagrante dans des conditions exécrales, tant pour les collègues des Ressources Humaines que pour les élus du personnel qui ont vu leurs conditions de préparation toujours aussi restreintes au regard de l'augmentation de la charge.

Nous, élus CGT de la Drfip 13 dénonçons :

- la période restreinte pour les agents pour poser leur mutation en interne
- la rigidité de l'application ALOA
- le guide des mutations incomplet et erroné : par exemple sur la priorité rapprochement entre deux départements limitrophes et surtout l'obligation de ne pouvoir choisir qu'un centre dgfip le plus proche du domicile.

Ce qui bien souvent ne permet pas de faire jouer le motif de rapprochement (auparavant priorité sur la RAN). Pourquoi cette restriction arbitraire qui de fait rend caduc le droit à la priorité ?

Il y a là, pour les élus CGT une remise en cause de l'égalité de traitement.

- les documents incomplets fournis aux élus du personnel pour la préparation. En effet, le local se substituant au national, il est, a minima, indispensable de nous communiquer les mêmes documents (par exemple l'extraction ALOA des demandes par poste ou service, l'identification du vœu obtenu sur les tableaux, etc...)
- difficulté de configuration des impressions
- la remise en cause de l'ancienneté administrative dans le classement des demandes en local avec le traitement différencié des affectations locales entre agents arrivants et ceux présents

Enfin, nous le dénonçons à nouveau : l'annonce de la géo revisitée et des projets de fermetures ou de transferts après les demandes de mutation des agents augurent de l'avenir que vous souhaitez pour la main d'oeuvre des agents de la Drfip 13.

